

● (1510)

Avec la même somme, on pourrait créer cinq ou six fois plus d'emplois pour des jeunes. Ces emplois pourraient être orientés vers une carrière et les jeunes pourraient recevoir leur première lettre de recommandation et se lancer dans leur carrière. Je suis fier d'appuyer à la Chambre un budget des dépenses où l'on prévoit une politique publique destinée à dépenser l'argent d'une façon plus intelligente et plus efficace pour le bien public.

M. Redway: Monsieur le Président, le député a fait des observations sur les programmes d'emploi des jeunes et déclaré que ces programmes ont fait l'objet d'abondantes critiques de la part de l'Opposition et d'autres milieux. Certaines de ces critiques ont porté sur les programmes d'emploi d'été des étudiants et particulièrement sur le programme Défi 86. Une bonne partie des fonds de Défi 86 sont offerts au secteur privé, aux municipalités et aux organisations sans but lucratif pour créer des emplois. Cette année on a, semble-t-il, mis l'accent sur le secteur privé auquel on a offert une plus grande partie des fonds. Comme vous le savez, monsieur le Président, certains critiques ont fait valoir que le secteur privé est capable de fournir ses propres fonds pour créer des emplois d'été pour les étudiants et d'autres, du secteur des organisations sans but lucratif, ont prétendu que beaucoup d'emplois d'été créés par le secteur privé ne sont pas orientés vers une carrière. Le secteur bénévole a donc perdu les subventions qu'il consacrait naguère à modeler des programmes d'emplois axés sur la carrière future des étudiants concernés.

Que pense le député d'une telle critique? Est-elle justifiée, selon lui?

M. Hawkes: Monsieur le Président, je sais gré au député de sa question. Je me rends compte qu'il est nouveau à la chambre, qu'il n'était pas ici à l'époque où le gouvernement libéral précédent utilisait tous les programmes de création d'emploi pratiquement à une seule fin: aider les députés à se faire réélire. Il n'a jamais cherché à s'assurer que les étudiants occupent des emplois ayant trait à leurs études ni même à répartir également ces emplois entre toutes les régions du pays. Le jeune homme ou la jeune femme qui avait la bonne fortune de vivre dans une circonscription représentée par un ministre libéral était un citoyen privilégié ayant de meilleures chances d'emploi que n'importe quel autre étudiant au Canada. Ses chances étaient décuplées s'il aidait un ministre à se faire réélire.

Nous avons mis tous nos jeunes sur le même pied en matière d'embauche. Nous avons lancé des campagnes de publicité pour inciter leurs employeurs en puissance, des secteurs public et privé, à présenter des projets offrant le plus possible de possibilités de carrière aux jeunes.

Les subsides

Nous devons reconnaître qu'environ 85 p. 100 des emplois, au sein de la population active du Canada, sont assurés par le secteur privé. On prévoit qu'il fournira entre 35 et 40 p. 100 des emplois aux étudiants cet été, selon les régions du pays. Pourtant, 85 p. 100 d'entre eux seront employés un jour par le secteur privé. Il nous reste bien du chemin à parcourir encore pour leur assurer une expérience d'emploi dans la carrière qu'ils envisagent.

L'ancien programme souffrait notamment de cette politique prédominante de l'assiette au beurre en matière de mesures publiques. Je crois que nous assistons maintenant à une rupture totale avec ce genre de politique. Pour nous, ce qui importe avant tout, c'est la réalité, à savoir l'obtention d'un premier emploi. Or, les jeunes ont énormément de mal à démarrer dans la vie. Notre politique actuelle est donc motivée essentiellement par l'idée que nous devons les aider à obtenir ce premier emploi et les recommandations qui leur permettront de poursuivre la carrière professionnelle à laquelle ils aspirent. Je souscris corps et âme à ce principe.

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, il y a longtemps que je n'ai pas entendu de réponse aussi inepte et creuse que celle du député de Calgary-Ouest (M. Hawkes). Il est navrant de l'entendre décrire . . .

M. Hawkes: C'est vrai, Charles. C'est ce qui se passe depuis quatre ans.

M. Caccia: . . . les programmes que le gouvernement a fait rapidement échouer en invoquant des raisons spécieuses.

M. Hawkes: Pas spécieuses, réelles.

M. Caccia: Cela me fait bouillir de rage. Décrire Katimavik comme une assiette au beurre, comme le député l'a fait il y a un instant, témoigne d'une telle ignorance et indifférence devant la nécessité d'un programme . . .

M. Hawkes: Votre parti a choisi tous les participants.

M. Caccia: Il ne veut pas prendre ses responsabilités. Je comprends bien pourquoi il quitte la Chambre. Il ne peut pas supporter les discussions animées.

Katimavik fournissait aux jeunes Canadiens une occasion d'apprendre la vie et de participer activement à la vie de nos collectivités. Il leur fournissait l'occasion d'apprendre l'autre langue officielle et de faire un apprentissage avant de chercher et de trouver un emploi permanent. Il a fait l'envie et l'admiration de bien des gouvernements du monde occidental. Katimavik était devenu célèbre parce qu'on considérait que le Canada avait trouvé une bonne formule qui offrait une période de transition aux jeunes qui avaient quitté l'école et n'avaient pas encore trouvé d'emploi. Il permettait aux jeunes de servir ainsi la collectivité et le pays.